



**CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE**

**Bruxelles, le 9 décembre 2010 (10.12)
(OR. en)**

**17569/1/10
REV 1**

FIN 709

NOTE

du:	Secrétariat général du Conseil
au:	Comité des représentants permanents/Conseil
Objet:	Nouveau projet de budget pour 2011

1. Le comité de conciliation n'étant pas parvenu à un accord sur le budget pour 2011 lors de la réunion tenue le 15 novembre 2010, la Commission a transmis au Conseil, le 26 novembre 2010, un nouveau projet de budget pour 2011 conformément à l'article 314, paragraphe 8, du TFUE.
2. Ce nouveau projet de budget pour 2011 est fondé sur l'état d'avancement des négociations au sein du comité de conciliation au 15 novembre 2010, sous réserve de quelques modifications visant à prendre en compte les éléments nouveaux dont on n'avait pas connaissance alors:
 - les crédits de paiement ont été fixés au niveau retenu dans la position du Conseil d'août 2010, soit 126 527 133 769 EUR, ce qui représente une augmentation de 2,9 % par rapport au budget pour 2010 (y compris les budgets rectificatifs n^{os} 1 à 7). Les critères retenus pour la ventilation des crédits de paiement entre les différentes rubriques et sous-rubriques du cadre financier n'ont pas été modifiés. Un projet de déclaration commune concernant les *crédits de paiement* figure à l'annexe 3;

- les crédits d'engagement augmentent de 0,24% au lieu de 0,48 % le 15 novembre.
Cette diminution est due principalement à une réduction des crédits dans la rubrique 2 (Conservation et gestion des ressources naturelles) découlant de la lettre rectificative n° 1 au projet budget rectificatif n° 10/2010;
 - il est proposé de mobiliser l'instrument de flexibilité à hauteur de 34 millions EUR en sus du montant indiqué à la sous-rubrique 1a et à hauteur de 71 millions EUR en sus du montant indiqué à la rubrique 4.
3. Le 7 décembre, le Comité budgétaire a dégagé un accord sur le nouveau projet de budget pour 2011, compte tenu des modifications suivantes:
- des crédits pour l'adaptation des rémunérations en 2011 pour un montant total de 91,1 millions EUR ont été inclus dans le nouveau projet de budget. Cela ne préjuge pas de la décision qui sera prise par le Conseil à ce sujet;
 - les crédits de paiement liés aux lignes budgétaires autres que celles de la rubrique 5 sont réduits de 91,1 millions EUR en application des mêmes critères que ceux retenus pour la ventilation des crédits de paiement dans le nouveau projet de budget;
 - en ce qui concerne quinze lignes budgétaires, sept transferts de crédits à la réserve, six transferts de crédits à la ligne budgétaire, ainsi que deux adaptations techniques, ont été enregistrés, comme exposé à l'annexe 4.

Une ventilation détaillée par rubrique du cadre financier figure à l'annexe 5.

4. Le Comité des représentants permanents est invité à recommander au Conseil:

- d'adopter la position du Conseil concernant le nouveau projet de budget pour 2011 comme indiqué au point 3 ci-avant;
- d'approuver le projet de décision du Parlement européen et du Conseil établissant le budget général de l'Union européenne pour l'exercice 2011 figurant à l'annexe 1 et de le transmettre au Parlement européen;
- de faire publier au *Journal officiel de l'Union européenne* la position du Conseil dont le texte figure à l'annexe 2;
- d'inscrire à son procès-verbal le projet de déclaration commune qui figure à l'annexe 3;

PROJET

DECISION

du PARLEMENT EUROPEEN et du CONSEIL

établissant le budget général de l'Union européenne pour l'exercice 2011

le PARLEMENT EUROPEEN et le CONSEIL DE L'UNION EUROPEENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, et notamment son article 314,

vu le traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique, et notamment son article 106 bis,

vu la décision 2007/436/CE, Euratom du Conseil du 7 juin 2007 relative au système des ressources propres des Communautés européennes¹,

vu le règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 du Conseil du 25 juin 2002 portant règlement financier applicable au budget général des Communautés européennes²,

¹ JO L 163 du 23.6.2007, p. 17.

² JO L 248 du 16.9.2002, p. 1.

Considérant ce qui suit:

1. le 16 juin 2010, la Commission a présenté une proposition contenant le projet de budget pour l'exercice 2011, sur lequel la procédure de conciliation prévue à l'article 314, paragraphes 4 à 6 TFUE n'a pas abouti.
2. en application de l'article 314, paragraphe 8 TFUE, la Commission a présenté, le 26 novembre 2010, un nouveau projet de budget pour le même exercice.
3. le Conseil a adopté sa position sur le nouveau projet de budget le 10 décembre 2010.
4. le Parlement européen a approuvé la position du Conseil lors de sa séance plénière du xx décembre 2010,

ONT ADOPTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article unique

Le budget général de l'Union européenne pour l'exercice 2011 est établi conformément à l'annexe à la présente décision,

Fait à Strasbourg, le xx décembre 2010.

Par le Parlement européen
Le président

Par le Conseil de l'UE
Le président

**POSITION DU CONSEIL
CONCERNANT LE PROJET DE BUDGET DE L'UNION EUROPÉENNE
POUR L'EXERCICE 2011**

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, et notamment son article 314, en liaison avec le traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique, et notamment son article 106 bis,

vu la décision 2007/436/CE, Euratom du Conseil du 7 juin 2007 relative au système des ressources propres des Communautés européennes¹,

vu le règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 du Conseil du 25 juin 2002 portant règlement financier applicable au budget général des Communautés européennes², modifié en dernier lieu par le règlement (UE, Euratom) n° 1081/2010 du Conseil du 24 novembre 2010³,

vu l'accord interinstitutionnel du 17 mai 2006 entre le Parlement européen, le Conseil et la Commission sur la discipline budgétaire et la bonne gestion financière, modifié en dernier lieu par la décision 2009/1005/UE du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2009⁴, et notamment le cadre financier pluriannuel figurant dans sa partie I,

¹ JO L 163 du 23.6.2007, p. 17.

² JO L 248 du 16.9.2002, p. 1, rectificatifs publiés dans le JO L 25 du 30.1.2003, p. 43, et dans le JO L 99 du 14.4.2007, p. 18.

³ JO L 311 du 26.11.2010, p. 9.

⁴ JO L 347 du 24.12.2009, p. 26.

Considérant ce qui suit:

- le 26 novembre 2010, la Commission a présenté une proposition contenant le nouveau projet de budget pour l'exercice 2011⁵,
- étant donné la nécessité d'adopter dans les meilleurs délais une position du Conseil sur la nouvelle proposition de projet de budget afin de permettre l'adoption définitive du budget avant le début de l'exercice 2011 et d'assurer, ainsi, la continuité de l'action de l'Union, il est justifié de réduire la période de huit semaines prévue à l'article 4 du protocole n°1 concernant l'information des parlements nationaux, ainsi que la période de dix jours prévue pour inscrire le point à l'ordre du jour provisoire du Conseil, conformément à l'article 3, paragraphe 3, du règlement intérieur du Conseil,

A ADOPTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article unique

La position du Conseil concernant le nouveau projet de budget général de l'Union européenne pour l'exercice 2011 a été adoptée par le Conseil le 10 décembre 2010.

Le texte intégral peut être consulté ou téléchargé sur le site web du Conseil à l'adresse:

<http://www.consilium.europa.eu/>.

Fait à Bruxelles, le 10 décembre 2010.

Par le Conseil
Le président

⁵ COM(2010) 750 final.

PROJET DE DÉCLARATION COMMUNE SUR LES CRÉDITS DE PAIEMENT

"Compte tenu des efforts d'assainissement budgétaire actuellement consentis par les États membres, le Parlement européen et le Conseil approuvent le niveau des crédits de paiement pour 2011 proposé dans le projet de budget présenté le 26 novembre par la Commission. Ils demandent à la Commission de présenter un budget rectificatif si les crédits inscrits dans le budget 2011 se révélaient insuffisants pour couvrir les dépenses relevant de la sous-rubrique 1a (Compétitivité pour la croissance et l'emploi), de la sous-rubrique 1b (Cohésion pour la croissance et l'emploi), de la rubrique 2 (Conservation et gestion des ressources naturelles), de la rubrique 3 (Citoyenneté, liberté, sécurité et justice) et de la rubrique 4 (L'UE acteur mondial).

Le Parlement européen et le Conseil demandent instamment à la Commission de présenter, d'ici la fin septembre 2011, les derniers chiffres actualisés concernant la situation et les estimations relatives aux crédits de paiement relevant de la sous-rubrique 1b (Cohésion pour la croissance et l'emploi) et à ceux affectés au développement rural dans le cadre de la rubrique 2 (Conservation et gestion des ressources naturelles), et, si nécessaire, de présenter un projet de budget rectificatif à cette seule fin.

Le Parlement européen et le Conseil se prononceront sur un éventuel projet de budget rectificatif dans les plus brefs délais afin d'éviter toute insuffisance dans les crédits de paiement. En outre, le Parlement européen et le Conseil s'engagent à traiter sans retard un éventuel virement de crédits de paiement, y compris entre les rubriques du cadre financier, afin de tirer le meilleur parti des crédits de paiement inscrits au budget et de les adapter en fonction de l'exécution effective et des besoins."

1. Crédits transférés à la réserve

SECTION III - COMMISSION

Poste XX 01 01 01 - Dépenses relatives au personnel en activité lié à l'institution

Un montant de 1 374 000 EUR en crédits d'engagement et en crédits de paiement est placé dans la réserve. La ventilation entre les 29 titres est exposée dans le document 17569/10 ADD 1 REV 1.

Conditions à remplir pour débloquer les crédits de la réserve:

Ajouter le texte suivant:

Un montant de 1 374 000 EUR sera libéré lorsque la Commission présentera une proposition de transfert du personnel de sa DG RELEX à l'unité du SEAE chargée de la consolidation de la paix et de la réaction aux crises, conformément aux engagements et déclarations précédents de la haute représentante/vice-présidente.

Poste 18 02 04 01 — Système d'information Schengen (SIS II)

Un montant de 10 000 000 EUR en crédits d'engagement et un montant de 6 642 473 EUR en crédits de paiement sont placés dans la réserve.

Conditions à remplir pour débloquer les crédits de la réserve:

Ajouter le texte suivant:

Les crédits placés en réserve seront débloqués lorsque la Commission présentera, pour la poursuite du développement du SIS II, un calendrier concret et réaliste détaillant les étapes techniques supplémentaires, le contenu et l'objectif de chaque étape, les coûts afférents et les responsabilités pour chaque étape de développement. En outre, la Commission doit donner, au Parlement et au Conseil, un accès intégral au contrat de service conclu entre la Commission et le prestataire chargé du développement du système SIS II.

Poste 18 05 05 01 — Collège européen de police - Contribution aux titres 1 et 2

Un montant de 425 000 EUR en crédits d'engagement et en crédits de paiement est placé dans la réserve.

Conditions à remplir pour débloquer les crédits de la réserve:

Ajouter le texte suivant:

Ce montant restera en réserve jusqu'à ce que le Parlement ait reçu des informations satisfaisantes sur le suivi à donner à sa décision de décharge et à sa résolution pour l'exercice 2008.

Article 21 04 01 - Environnement et gestion durable des ressources naturelles, y compris l'énergie

Un montant de 65 000 000 EUR en crédits d'engagement et un montant de 57 826 850 EUR en crédits de paiement sont placés dans la réserve.

Conditions à remplir pour débloquer les crédits de la réserve:

Ajouter le texte suivant:

La Commission européenne doit présenter un document qui l'engage politiquement et qui démontre que le programme de financement à mise en œuvre rapide pour lutter contre le changement climatique est effectivement un ajout, qu'il alloue les ressources de l'UE à des régions partenaires d'une manière géographiquement équilibrée et ne s'effectue pas au détriment des programmes existants de coopération au développement, ainsi que d'une présentation claire des contributions financières des États membres au mécanisme à mise en œuvre rapide, des informations sur les critères de sélection des bénéficiaires et des détails des accords conclus avec les pays en développement.

Poste 25 01 02 13 — Autres dépenses de gestion liées aux membres de l'institution

Un montant de 460 000 EUR en crédits d'engagement et en crédits de paiement est placé dans la réserve.

Conditions à remplir pour débloquer les crédits de la réserve:

Ajouter le texte suivant:

460 000 EUR seront maintenus en réserve tant que la Commission n'aura pas tenu l'engagement pris par son président (Orientations politiques pour la prochaine Commission, 3 septembre 2009, p. 44) de revoir le code de conduite des commissaires dans le cadre d'un dialogue structuré avec les institutions concernées, et en particulier:

- *d'améliorer les déclarations d'intérêt des membres de la Commission (révision régulière, annuelle, publication des intérêts financiers étendue aux enfants et aux partenaires);*
- *de renforcer la transparence dans le domaine des déplacements en mission des membres de la Commission;*
- *d'améliorer les règles relatives aux conflits d'intérêts, et en priorité dans les domaines suivants:*
- *renforcement des règles relatives à l'acceptation des cadeaux (préciser que les propositions de séjours de vacances et d'autres services sont considérées comme des cadeaux, publication du nom des donateurs);*
- *renforcement des conditions relatives à l'exercice d'une activité dans le secteur privé après le départ de la Commission (délai d'incompatibilité);*
- *mise en place d'une procédure pour les cas de conflits d'intérêts et constitution d'un conseil consultatif des principes de la vie publique dont les membres seront nommés par les différentes institutions*
- *de définir le cadre d'application du code de conduite (y compris les sanctions à appliquer en cas de violation);*
- *de mettre en place des rapports et d'améliorer la présentation du code de conduite sur le site internet de la Commission;*
- *d'expliquer clairement les procédures de recours existantes devant le Médiateur européen.*

SECTION VII - COMITÉ DES RÉGIONS

Poste 2 1 0 2 — Prestations externes pour l'exploitation, la réalisation et la maintenance des logiciels et des systèmes

Un montant de 115 000 EUR en crédits d'engagement et en crédits de paiement est placé dans la réserve.

Conditions à remplir pour débloquer les crédits de la réserve:

Ajouter le texte suivant:

La moitié de l'augmentation a été mise en réserve dans l'attente de justifications plus détaillées.

Poste 2 5 4 1 — Observateurs (Croatie)

Un montant de 22 000 EUR en crédits d'engagement et en crédits de paiement a été placé dans la réserve.

Conditions à remplir pour débloquer les crédits de la réserve:

Ajouter le texte suivant:

Le crédit est placé en réserve dans l'attente de la confirmation du calendrier d'adhésion.

2. Crédits transférés à la ligne budgétaire

SECTION III - COMMISSION

Poste 12 04 02 01 - Autorité bancaire européenne - Contribution aux titres 1 et 2

Un montant de 3 956 000 EUR en crédits d'engagement et en crédits de paiement est transféré à la ligne budgétaire.

Conditions à remplir pour débloquer les crédits de la réserve:

Supprimé

Poste 12 04 02 02 - Autorité bancaire européenne - Contribution au titre 3

Un montant de 1 116 400 EUR en crédits d'engagement et en crédits de paiement est transféré à la ligne budgétaire.

Conditions à remplir pour débloquer les crédits de la réserve:

Supprimé

Poste 12 04 03 01 - Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles - Contribution aux titres 1 et 2

Un montant de 3 098 600 EUR en crédits d'engagement et en crédits de paiement est transféré à la ligne budgétaire.

Conditions à remplir pour débloquer les crédits de la réserve:

Supprimé

**Poste 12 04 03 02 - Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles -
Contribution au titre 3**

Un montant de 1 168 400 EUR en crédits d'appropriation et en crédits de paiement est transféré à la ligne budgétaire.

Conditions à remplir pour débloquer les crédits de la réserve:

Supprimé

**Poste 12 04 04 01 - Autorité européenne des marchés financiers - Contribution
aux titres 1 et 2**

Un montant de 5 264 000 EUR en crédits d'engagement et en crédits de paiement est transféré à la ligne budgétaire.

Conditions à remplir pour débloquer les crédits de la réserve:

Supprimé

Poste 12 04 04 02 - Autorité européenne des marchés financiers - Contribution au titre 3

Un montant de 1 520 000 EUR en crédits d'engagement et en crédits de paiement est transféré à la ligne budgétaire.

Conditions à remplir pour débloquer les crédits de la réserve:

Supprimé

3. Adaptations techniques

SECTION III - COMMISSION

Article 08 04 01 - Coopération - Nanosciences, nanotechnologies, matériaux et nouvelles technologies de production

Commentaires

Après le paragraphe:

L'objectif des actions menées dans ce domaine est de contribuer à atteindre la masse critique de capacités nécessaire pour développer et exploiter, notamment dans une perspective d'éco-efficacité et de réduction des rejets de substances dangereuses dans l'environnement, les technologies de pointe à la base des produits, services et procédés de fabrication des années à venir, essentiellement fondés sur la connaissance et l'intelligence.

Ajouter le texte suivant:

Suffisamment de crédits doivent être prévus pour la recherche sur les nanotechnologies pour l'évaluation des risques pour la santé et l'environnement, sachant que la recherche n'est consacrée que pour 5 à 10 % aujourd'hui à ce domaine.

Article 15 05 55 - Jeunesse en action

Commentaires

Après le paragraphe:

Conformément au programme "Jeunesse en action 2007-2013", ce crédit est destiné à couvrir les actions suivantes:

Modifier le texte comme suit:

- Jeunesse pour l'Europe: cette action vise à soutenir les échanges de jeunes en vue d'accroître leur mobilité, les initiatives de jeunes et les projets et activités de participation à la vie démocratique permettant de développer leur citoyenneté et la compréhension mutuelle entre eux,
- Service volontaire européen: cette action vise à renforcer la participation des jeunes à différentes formes d'activités de volontariat, à l'intérieur et en dehors de l'Union européenne,
- **La création d'un réseau européen des associations de jeunes afin d'améliorer les méthodes utilisées par l'échange effectif des meilleures pratiques destinées à éviter que les jeunes ne soient exposés à la criminalité et à l'exclusion sociale,**
- Jeunesse pour le monde: cette action vise à soutenir des projets avec les pays partenaires du programme au titre de l'article 5 de la décision n° 1719/2006/CE, notamment l'échange de jeunes et d'animateurs socio-éducatifs, et des initiatives qui renforcent la compréhension mutuelle entre les jeunes et leur sens de la solidarité et favorisent le développement de la coopération dans le domaine de la jeunesse et de la société civile dans ces pays,
- Animateurs socio-éducatifs et systèmes d'appui: cette action vise à soutenir les organismes actifs au niveau européen dans le domaine de la jeunesse, notamment le fonctionnement des organisations non gouvernementales de jeunesse, leur mise en réseau, l'échange, la formation et la mise en réseau des animateurs socio-éducatifs, la stimulation de l'innovation et de la qualité des actions, l'information des jeunes et la mise en place des structures et activités nécessaires à la réalisation des objectifs du programme,
- Soutien à la coopération stratégique: cette action vise à organiser le dialogue entre les différents acteurs du monde de la jeunesse, en particulier les jeunes, les animateurs socio-éducatifs et les responsables politiques, à contribuer au développement de la coopération stratégique dans le domaine de la jeunesse et à effectuer les travaux et les mises en réseau nécessaires à une meilleure connaissance du domaine de la jeunesse.

Les modifications qui ont été apportées dans le titre 40 à la suite des transferts susmentionnés sont indiquées dans le document 17569/10 ADD 1 REV 1.

VENTILATION PAR RUBRIQUE DU CADRE FINANCIER

Désignation	1		2		2/1		3		3/1		3-2	
	Budget 2010 (BR 1 & 2 inclus)		Nouveau PB 2011		Différence (%)		Nouveau PB 2011 Position du Conseil		Différence (%)		Différence (montant)	
	c/a	p/a	c/a	p/a	c/a	p/a	c/a	p/a	c/a	p/a	c/a	p/a
RUBRIQUE 1 — CROISSANCE DURABLE												
Sous-rubrique 1a - Compétitivité pour la croissance et l'emploi												
- 7ème programme-cadre de recherche (y compris 6ème programme-cadre de recherche)	7 542 425 000	6 373 875 000	8 608 667 000	6 750 440 568	14.14	5.91	8 608 667 000	6 740 230 537	14.14	5.75	0	-10 210 031
02 - Entreprises	476 333 008	376 078 662	540 939 000	407 377 224	13.56	8.32	540 939 000	406 715 763	13.56	8.15	0	-661 461
06 - Mobilité et transports	101 687 889	95 117 235	70 505 000	73 174 310	-30.67	-23.07	70 505 000	73 064 734	-30.67	-23.18	0	-109 576
08 - Recherche	4 595 576 000	3 840 460 000	5 324 258 000	4 112 700 972	15.86	7.09	5 324 258 000	4 106 235 246	15.86	6.92	0	-6 465 726
09 - Société de l'information et médias	1 328 764 000	1 290 436 000	1 340 185 000	1 148 143 040	0.86	-11.03	1 340 185 000	1 146 318 943	0.86	-11.17	0	-1 824 097
10 - Recherche directe	356 421 000	358 547 000	368 708 000	367 711 719	3.45	2.56	368 708 000	367 643 863	3.45	2.54	0	-67 856
15 - Éducation et culture	536 202 000	286 012 000	767 407 000	489 441 167	43.12	71.13	767 407 000	488 611 289	43.12	70.84	0	-829 878
32 - Énergie	147 441 103	127 224 103	196 665 000	151 892 136	33.39	19.39	196 665 000	151 640 699	33.39	19.19	0	-251 437
- Démantèlement (Recherche directe) (10 - Recherche directe)	26 900 000	33 000 000	26 270 000	28 614 186	-2.34	-13.29	26 270 000	28 565 370	-2.34	-13.44	0	-48 816
- RTE	1 083 900 000	931 794 000	1 266 150 000	892 732 421	16.81	-4.19	1 266 150 000	891 232 946	16.81	-4.35	0	-1 499 475
06 - Mobilité et transports	1 062 440 000	913 594 000	1 241 400 000	871 625 588	16.84	-4.59	1 241 400 000	870 161 098	16.84	-4.75	0	-1 464 490
32 - Énergie	21 460 000	18 200 000	24 750 000	21 106 833	15.33	15.97	24 750 000	21 071 848	15.33	15.78	0	-34 985
- Projets énergétiques en vue d'aider à la relance économique (32 - Énergie)	1 980 000 000	1 027 482 000	p.m.	1 025 119 056	-100.00	-0.23	p.m.	1 023 370 183		-0.40	0	-1 748 873
- Galileo (02 - Entreprises)	894 400 000	453 500 000	195 941 800	528 593 415	-78.09	16.56	195 941 800	527 698 449	-78.09	16.36	0	-894 966
- Marco Polo (06 - Énergie et transports)	63 940 000	36 675 000	65 865 000	30 279 186	3.01	-17.44	65 865 000	30 230 370	3.01	-17.57	0	-48 816
- Éducation et formation tout au long de la vie et Erasmus Mundus (15 - Éducation et culture)	1 107 288 500	1 075 812 000	1 155 635 000	1 047 052 852	4.37	-2.67	1 155 635 000	1 045 320 196	4.37	-2.83	0	-1 732 656
- Programme-cadre pour l'innovation et la compétitivité (PIC), dont	525 708 000	359 685 500	568 644 000	306 016 030	8.17	-14.92	568 644 000	305 531 535	8.17	-15.06	0	-484 495
- PIC - Innovation et esprit d'entreprise	302 113 000	198 622 200	326 044 000	156 138 776	7.92	-21.39	326 044 000	155 894 654	7.92	-21.51	0	-244 122
01 - Affaires économiques et financières	161 000 000	126 900 000	165 000 000	28 614 186	2.48	-77.45	165 000 000	28 565 370	2.48	-77.49	0	-48 816
02 - Entreprises	141 113 000	71 722 200	161 044 000	127 524 590	14.12	77.80	161 044 000	127 329 284	14.12	77.53	0	-195 306
- PIC - Appui stratégique en matière de TIC	112 400 000	95 160 000	120 600 000	98 691 929	7.30	3.71	120 600 000	98 526 083	7.30	3.54	0	-165 846
09 - Société de l'information et médias	112 400 000	95 160 000	120 600 000	98 691 929	7.30	3.71	120 600 000	98 526 083	7.30	3.54	0	-165 846
- PIC - Énergie intelligente (32 - Énergie)	111 195 000	65 903 300	122 000 000	51 185 325	9.72	-22.33	122 000 000	51 110 798	9.72	-22.45	0	-74 527
- Agenda pour la politique sociale (04 - Emploi et affaires sociales)	214 550 000	180 510 000	192 990 000	172 108 423	-10.05	-4.65	192 990 000	171 824 797	-10.05	-4.81	0	-283 626

Désignation	1		2		2/1		3		3/1		3-2	
	Budget 2010(BR 1 & 2 inclus)		Nouveau PB 2011		Différence (%)		Nouveau PB 2011 Position du Conseil		Différence (%)		Différence (montant)	
	c/a	p/a	c/a	p/a	c/a	p/a	c/a	p/a	c/a	p/a	c/a	p/a
- Douane 2013 et Fiscalis 2013 (14 - Fiscalité et union douanière)	75 450 000	47 432 000	81 932 000	56 261 998	8.59	18.62	81 932 000	56 167 946	8.59	18.42	0	-94 052
- Démantèlement nucléaire (32 – Énergie)	255 000 000	220 000 000	258 000 000	190 761 242	1.18	-13.29	258 000 000	190 435 799	1.18	-13.44	0	-325 443
- Autres actions et programmes	342 210 000	356 107 500	361 253 000	330 865 162	5.56	-7.09	361 253 000	330 367 250	5.56	-7.23	0	-497 912
01 - Affaires économiques et financières	22 000 000	22 045 000	5 500 000	5 722 837	-75.00	-74.04	5 500 000	5 713 074	-75.00	-74.08	0	-9 763
02 - Entreprises	58 040 000	56 770 000	63 860 000	54 010 700	10.03	-4.86	63 860 000	53 945 204	10.03	-4.98	0	-65 496
03 - Concurrence	—	p.m.	—	p.m.			—	p.m.			0	0
04 - Emploi et affaires sociales	7 500 000	8 400 000	7 000 000	7 950 000	-6.67	-5.36	7 000 000	7 950 000	-6.67	-5.36	0	0
06 - Mobilité et transports	19 201 000	22 211 280	19 245 000	18 708 511	0.23	-15.77	19 245 000	18 679 222	0.23	-15.90	0	-29 289
08 - Recherche	p.m.	1 500 000	p.m.	476 903		-68.21	p.m.	476 089		-68.26	0	-814
09 - Société de l'information et médias	13 970 000	46 387 000	19 690 000	31 653 374	40.94	-31.76	19 690 000	31 602 767	40.94	-31.87	0	-50 607
12 - Marché intérieur	15 500 000	14 300 000	18 950 000	17 467 016	22.26	22.15	18 950 000	17 439 435	22.26	21.95	0	-27 581
13 - Politique régionale	15 000 000	15 000 000	p.m.	14 307 093	-100.00	-4.62	p.m.	14 282 685	-100.00	-4.78	0	-24 408
14 - Fiscalité et union douanière	2 600 000	2 600 000	3 120 000	2 504 516	20.00	-3.67	3 120 000	2 500 447	20.00	-3.83	0	-4 069
15 - Éducation et culture	32 700 000	29 900 000	66 700 000	51 077 649	103.98	70.83	66 700 000	50 994 434	103.98	70.55	0	-83 215
17 - Santé et protection des consommateurs	1 000 000	1 600 000	p.m.	300 000	-100.00	-81.25	p.m.	300 000	-100.00	-81.25	0	0
24 - Lutte contre la fraude	20 500 000	16 200 000	22 000 000	15 833 183	7.32	-2.26	22 000 000	15 806 171	7.32	-2.43	0	-27 012
26 - Administration de la Commission	38 200 000	38 100 000	39 800 000	36 796 945	4.19	-3.42	39 800 000	36 735 193	4.19	-3.58	0	-61 752
29 - Statistiques	65 174 000	44 750 000	67 950 000	47 255 086	4.26	5.60	67 950 000	47 180 234	4.26	5.43	0	-74 852
32 - Énergie	30 825 000	36 344 220	27 438 000	26 801 349	-10.99	-26.26	27 438 000	26 762 295	-10.99	-26.36	0	-39 054
- Agences décentralisées	251 081 753	247 397 803	239 218 470	239 218 470	-4.72	-3.31	239 218 470	239 218 470	-4.72	-3.31	0	0
02 - Entreprises	40 285 000	40 285 000	8 200 000	8 200 000	-79.65	-79.65	8 200 000	8 200 000	-79.65	-79.65	0	0
04 - Emploi et affaires sociales	39 750 593	39 750 593	42 056 000	42 056 000	5.80	5.80	42 056 000	42 056 000	5.80	5.80	0	0
06 - Énergie et transports	108 588 360	104 904 410	108 386 970	108 386 970	-0.19	3.32	108 386 970	108 386 970	-0.19	3.32	0	0
09 - Société de l'information et médias	10 758 200	10 758 200	10 766 500	10 766 500	0.08	0.08	10 766 500	10 766 500	0.08	0.08	0	0
12 - Marché intérieur	p.m.	p.m.	16 124 000	16 124 000			16 124 000	16 124 000			0	0
15 - Éducation et culture	16 920 000	16 920 000	15 742 000	15 742 000	-6.96	-6.96	15 742 000	15 742 000	-6.96	-6.96	0	0
17 - Santé et protection des consommateurs	32 779 600	32 779 600	32 943 000	32 943 000	0.50	0.50	32 943 000	32 943 000	0.50	0.50	0	0
32 - Énergie	2 000 000	2 000 000	5 000 000	5 000 000	150.00	150.00	5 000 000	5 000 000	150.00	150.00	0	0
Total sous-rubrique 1a	14 362 853 253	11 343 270 803	13 020 566 270	11 598 063 009	-9.35	2.25	13 020 566 270	11 580 193 848	-9.35	2.09	0	-17 869 161
<i>Marge</i>			<i>-33 566 270</i>				<i>-33 566 270</i>					

Désignation	1		2		2/1		3		3/1		3-2	
	Budget 2010(BR 1 & 2 inclus)		Nouveau PB 2011		Différence (%)		Nouveau PB 2011 Position du Conseil		Différence (%)		Différence (montant)	
	c/a	p/a	c/a	p/a	c/a	p/a	c/a	p/a	c/a	p/a	c/a	p/a
Sous-rubrique 1b Cohésion pour la croissance et l'emploi												
- Fonds structurels	39 191 847 212	29 508 912 500	39 891 497 591	34 036 009 920	1.79	15.34	39 891 497 591	34 009 802 293	1.79	15.25	0	-26 207 627
- Objectif "Convergence"	30 255 996 999	22 506 777 500	31 406 373 076	25 831 400 000	3.80	14.77	31 406 373 076	25 831 400 000	3.80	14.77	0	0
04 - Emploi et affaires sociales	7 473 667 217	5 527 477 500	7 748 847 361	5 992 500 000	3.68	8.41	7 748 847 361	5 992 500 000	3.68	8.41	0	0
13 - Politique régionale	22 782 329 782	16 979 300 000	23 657 525 715	19 838 900 000	3.84	16.84	23 657 525 715	19 838 900 000	3.84	16.84	0	0
- Objectif "Compétitivité régionale et emploi"	7 604 832 146	6 095 900 000	7 084 823 108	7 162 150 657	-6.84	17.49	7 084 823 108	7 138 434 927	-6.84	17.10	0	-23 715 730
04 - Emploi et affaires sociales	3 343 826 311	2 661 400 000	3 204 966 611	2 752 914 955	-4.15	3.44	3 204 966 611	2 743 950 522	-4.15	3.10	0	-8 964 433
13 - Politique régionale	4 261 005 835	3 434 500 000	3 879 856 497	4 409 235 702	-8.95	28.38	3 879 856 497	4 394 484 405	-8.95	27.95	0	-14 751 297
- Objectif "Coopération territoriale européenne"	1 242 911 613	818 200 000	1 312 201 407	969 559 263	5.57	18.50	1 312 201 407	967 067 366	5.57	18.19	0	-2 491 897
13 - Politique régionale	1 152 279 167	755 100 000	1 195 966 628	883 559 263	3.79	17.01	1 195 966 628	881 067 366	3.79	16.68	0	-2 491 897
19 - Relations extérieures	90 632 446	63 100 000	116 234 779	86 000 000	28.25	36.29	116 234 779	86 000 000	28.25	36.29	0	0
- Assistance technique	88 106 454	88 035 000	88 100 000	72 900 000	-0.01	-17.19	88 100 000	72 900 000	-0.01	-17.19	0	0
04 - Emploi et affaires sociales	26 971 454	31 000 000	26 500 000	24 000 000	-1.75	-22.58	26 500 000	24 000 000	-1.75	-22.58	0	0
13 - Politique régionale	61 135 000	57 035 000	61 600 000	48 900 000	0.76	-14.26	61 600 000	48 900 000	0.76	-14.26	0	0
- Autres actions et programmes	4 500 000	7 000 000	10 500 000	12 046 740	133.33	72.10	10 500 000	12 046 740	133.33	72.10	0	0
13 - Politique régionale	4 500 000	7 000 000	10 500 000	12 046 740	133.33	72.10	10 500 000	12 046 740	133.33	72.10	0	0
-Fonds de cohésion (13 - Politique régionale)	10 190 244 880	6 854 950 000	11 078 596 193	7 634 414 068	8.72	11.37	11 078 596 193	7 630 245 593	8.72	11.31	0	-4 168 475
TOTAL SOUS-RUBRIQUE 1b	49 386 592 092	36 370 862 500	50 980 593 784	41 682 470 728	3.23	14.60	50 980 593 784	41 652 094 626	3.23	14.52	0	-30 376 102
<i>Marge</i>			<i>6 406 216</i>				<i>6 406 216</i>					
TOTAL RUBRIQUE 1	63 749 445 345	47 714 133 303	64 001 160 054	53 280 533 737	0.39	11.67	64 001 160 054	53 232 288 474	0.39	11.57	0	-48 245 263
<i>Marge</i>			<i>-27 160 054</i>				<i>-27 160 054</i>					
- Fonds d'ajustement à la mondialisation	500 000 000	p.m.	500 000 000	47 690 310			500 000 000	47 608 950	0.00		0	-81 360
TOTAL GÉNÉRAL RUBRIQUE 1	64 249 445 345	47 714 133 303	64 501 160 054	53 328 224 047	0.39	11.77	64 501 160 054	53 279 897 424	0.39	11.66	0	-48 326 623

Désignation	1		2		2/1		3		3/1		3-2	
	Budget 2010(BR 1 & 2 inclus)		Nouveau PB 2011		Différence (%)		Nouveau PB 2011 Position du Conseil		Différence (%)		Différence (montant)	
	c/a	p/a	c/a	p/a	c/a	p/a	c/a	p/a	c/a	p/a	c/a	p/a
RUBRIQUE 2 - CONSERVATION ET GESTION DES RESSOURCES NATURELLES												
- Dépenses relatives au marché et paiements directs	43 819 801 768	43 701 207 586	42 891 201 900	42 788 600 102	-2.12	-2.09	42 891 201 900	42 788 499 841	-2.12	-2.09	0	-100 261
- Marchés agricoles (05 - Agriculture et développement rural)	43 417 420 000	43 416 522 586	42 508 305 132	42 509 087 269	-2.09	-2.09	42 508 305 132	42 509 045 911	-2.09	-2.09	0	-41 358
- Marché de la pêche (11 - Affaires maritimes et pêche)	30 496 768	31 000 000	29 996 768	25 827 833	-1.64	-16.68	29 996 768	25 768 930	-1.64	-16.87	0	-58 903
- Santé des animaux et domaine phytosanitaire (17 - Santé et protection des consommateurs)	371 885 000	253 685 000	352 900 000	253 685 000	-5.11	0.00	352 900 000	253 685 000	-5.11	0.00	0	0
- Développement rural (05 - Agriculture et développement rural)	14 363 564 633	13 399 280 000	14 436 116 552	12 589 630 652	0.51	-6.04	14 436 116 552	12 560 931 005	0.51	-6.26	0	-28 699 647
- Fonds européen pour la pêche (11 - Affaires maritimes et pêche)	644 028 678	481 080 000	658 285 042	459 151 152	2.21	-4.56	658 285 042	458 105 943	2.21	-4.78	0	-1 045 209
- Gouvernance et accords internationaux en matière de pêche (11 - Affaires maritimes et pêche)	277 530 000	252 460 000	263 175 000	235 399 299	-5.17	-6.76	263 175 000	234 868 316	-5.17	-6.97	0	-530 983
- LIFE+ (07 - Environnement)	306 855 000	215 820 000	340 200 000	262 225 000	10.87	21.50	340 200 000	262 225 000	10.87	21.50	0	0
- Autres actions et programmes	44 100 000	42 680 000	22 500 000	30 518 184	-48.98	-28.50	22 500 000	30 518 184	-48.98	-28.50	0	0
05 - Agriculture et développement rural	4 500 000	4 500 000	7 500 000	2 750 000	66.67	-38.89	7 500 000	2 750 000	66.67	-38.89	0	0
07 - Environnement	24 500 000	16 980 000	15 000 000	12 120 000	-38.78	-28.62	15 000 000	12 120 000	-38.78	-28.62	0	0
11 - Affaires maritimes et pêche	5 600 000	11 200 000	p.m.	7 148 184	-100.00	-36.18	p.m.	7 148 184	-100.00	-36.18	0	0
17 - Santé et protection des consommateurs	2 000 000	3 000 000	p.m.	3 500 000	-100.00	16.67	p.m.	3 500 000	-100.00	16.67	0	0
23 - Aide humanitaire	7 500 000	7 000 000	p.m.	5 000 000	-100.00	-28.57	p.m.	5 000 000	-100.00	-28.57	0	0
- Agences décentralisées	42 953 223	43 113 223	47 769 895	43 769 895	11.21	1.52	47 769 895	43 769 895	11.21	1.52	0	0
07 - Environnement	35 258 000	35 418 000	35 105 327	35 105 327	-0.43	-0.88	35 105 327	35 105 327	-0.43	-0.88	0	0
11 - Affaires maritimes et pêche	7 695 223	7 695 223	12 664 568	8 664 568	64.58	12.60	12 664 568	8 664 568	64.58	12.60	0	0
TOTAL RUBRIQUE 2	59 498 833 302	58 135 640 809	58 659 248 389	56 409 294 284	-1.41	-2.97	58 659 248 389	56 378 918 184	-1.41	-3.02	0	-30 376 100
<i>Marge</i>			<i>1 678 751 611</i>				<i>1 678 751 611</i>					
<i>dont : Dépenses relatives au marché et paiements directs</i>			<i>1 575 388 100</i>		<i>64.45</i>		<i>1 575 388 100</i>					

Désignation	1		2		2/1		3		3/1		3-2	
	Budget 2010(BR 1 & 2 inclus)		Nouveau PB 2011		Différence (%)		Nouveau PB 2011 Position du Conseil		Différence (%)		Différence (montant)	
	c/a	p/a	c/a	p/a	c/a	p/a	c/a	p/a	c/a	p/a	c/a	p/a
RUBRIQUE 3 - CITOYENNETÉ, LIBERTÉ, SÉCURITÉ ET JUSTICE												
Sous-rubrique 3a - Liberté, sécurité et justice												
- Solidarité et gestion des flux migratoires (18 - Espace de liberté, de sécurité et de justice)	517 150 000	349 290 000	612 090 000	411 294 711	18.36	17.75	612 090 000	410 596 703	18.36	17.55	0	-698 008
- Sécurité et protection des libertés (18 - Espace de liberté, de sécurité et de justice)	106 900 000	73 729 000	134 000 000	59 559 081	25.35	-19.22	134 000 000	59 459 008	25.35	-19.35	0	-100 073
- Droits fondamentaux et justice (18 - Espace de liberté, de sécurité et de justice)	77 500 000	58 690 000	81 300 000	58 118 236	4.90	-0.97	81 300 000	58 021 302	4.90	-1.14	0	-96 934
- Autres actions et programmes	65 100 000	43 024 000	63 700 000	48 738 698	-2.15	13.28	63 700 000	48 660 592	-2.15	13.10	0	-78 106
18 - Espace de liberté, de sécurité et de justice	65 100 000	43 024 000	63 700 000	48 738 698	-2.15	13.28	63 700 000	48 660 592	-2.15	13.10	0	-78 106
- Agence décentralisée (18 - Espace de liberté, de sécurité et de justice)	239 837 370	213 837 370	247 864 740	236 539 740	3.35	10.62	247 864 740	236 539 740	3.35	10.62	0	0
Total sous-rubrique 3a	1 006 487 370	738 570 370	1 138 954 740	814 250 466	13.16	10.25	1 138 954 740	813 277 345	13.16	10.12	0	-973 121
<i>Marge</i>			<i>67 045 260</i>				<i>67 045 260</i>					
Sous-rubrique 3b Citoyenneté												
- Programme de santé publique et de protection des consommateurs (17 - Santé et protection des consommateurs)	73 290 000	63 300 000	75 350 000	73 850 000	2.81	16.67	75 350 000	73 850 000	2.81	16.67	0	0
- Culture 2007-2013 (15 - Éducation et culture)	54 165 000	44 529 000	57 572 000	49 550 000	6.29	11.28	57 572 000	49 550 000	6.29	11.28	0	0
- Jeunesse en action (15 - Éducation et culture)	124 886 000	122 380 000	129 888 000	119 780 000	4.01	-2.12	129 888 000	119 780 000	4.01	-2.12	0	0
- MEDIA 2007 (15 - Éducation et culture)	102 078 500	93 500 000	110 035 000	101 210 000	7.79	8.25	110 035 000	101 210 000	7.79	8.25	0	0
- L'Europe pour les citoyens	32 505 000	23 365 000	28 530 000	21 700 000	-12.23	-7.13	28 530 000	21 700 000	-12.23	-7.13	0	0
16 - Communication	32 505 000	23 365 000	28 530 000	21 700 000	-12.23	-7.13	28 530 000	21 700 000	-12.23	-7.13	0	0
- Instrument financier pour la protection civile (23 - Aide humanitaire)	18 450 000	12 450 000	18 350 000	18 350 000	-0.54	47.39	18 350 000	18 350 000	-0.54	47.39	0	0
- Actions de communication	95 280 000	86 540 000	94 665 000	86 890 000	-0.65	0.40	94 665 000	86 890 000	-0.65	0.40	0	0
16 - Communication	95 280 000	86 540 000	94 665 000	86 890 000	-0.65	0.40	94 665 000	86 890 000	-0.65	0.40	0	0
- Fonds de solidarité de l'UE (13 - Politique régionale)	13 022 500	13 022 500	0	0	-100.00	-100.00	0	0	-100.00	-100.00	0	0
- Autres actions et programmes	42 049 500	96 766 500	43 404 000	49 334 000	3.22	-49.02	43 404 000	49 334 000	3.22	-49.02	0	0
04 - Emploi et affaires sociales	p.m.	150 000	p.m.	0		-100.00	0	0		-100.00	0	0
09 - Société de l'information et médias	1 500 000	1 750 000	1 600 000	1 350 000	6.67	-22.86	1 600 000	1 350 000	6.67	-22.86	0	0
15 - Éducation et culture	28 639 500	30 549 500	22 644 000	25 134 000	-20.93	-17.73	22 644 000	25 134 000	-20.93	-17.73	0	0
16 - Communication	9 410 000	9 320 000	18 660 000	15 220 000	98.30	63.30	18 660 000	15 220 000	98.30	63.30	0	0
17 - Santé et protection des consommateurs	1 000 000	1 347 000	500 000	1 247 000	-50.00	-7.42	500 000	1 247 000	-50.00	-7.42	0	0
18 - Espace de liberté, de sécurité et de justice	1 500 000	1 500 000	p.m.	p.m.	-100.00	-100.00	p.m.	p.m.	-100.00	-100.00	0	0
22 - Élargissement	—	49 900 000	0	6 383 000		-87.21	0	6 383 000		-87.21	0	0
23 - Aide humanitaire	p.m.	2 250 000	p.m.	p.m.		-100.00	0	0		-100.00	0	0

Désignation	1		2		2/1		3		3/1		3-2	
	Budget 2010(BR 1 & 2 inclus)		Nouveau PB 2011		Différence (%)		Nouveau PB 2011 Position du Conseil		Différence (%)		Différence (montant)	
	c/a	p/a	c/a	p/a	c/a	p/a	c/a	p/a	c/a	p/a	c/a	p/a
- Agences décentralisées (17 - Santé et protection des consommateurs)	125 296 000	116 557 000	125 103 000	125 305 000	-0.15	7.51	125 103 000	125 305 000	-0.15	7.51	0	0
Total sous-rubrique 3b	681 022 500	672 410 000	682 897 000	645 969 000	0.28	-3.93	682 897 000	645 969 000	0.28	-3.93	0	0
<i>Marge</i>			<i>103 000</i>				<i>103 000</i>					
TOTAL RUBRIQUE 3	1 687 509 870	1 410 980 370	1 821 851 740	1 460 219 466	7.96	3.49	1 821 851 740	1 459 246 345	7.96	3.42	0	-973 121
<i>Marge</i>			<i>67 148 260</i>				<i>67 148 260</i>					
RUBRIQUE 4 - L'UE ACTEUR MONDIAL												
Instrument de préadhésion (JAP, y compris l'aide au Kosovo)	1 587 100 000	1 782 174 400	1 796 793 000	1 446 154 750	13.21	-18.85	1 796 793 000	1 443 776 610	13.21	-18.99	0	-2 378 140
04 - Emploi et affaires sociales	88 475 000	30 810 000	103 798 000	61 487 791	17.32	99.57	103 798 000	61 385 277	17.32	99.24	0	-102 514
05 - Agriculture et développement rural	170 000 000	131 700 000	215 220 000	71 660 085	26.60	-45.59	215 220 000	71 538 207	26.60	-45.68	0	-121 878
13 - Politique régionale	362 133 079	596 625 000	431 421 141	430 639 143	19.13	-27.82	431 421 141	429 912 153	19.13	-27.94	0	-726 990
22 - Élargissement	963 303 671	1 019 851 150	1 043 414 856	879 564 492	8.32	-13.76	1 043 414 856	878 142 516	8.32	-13.90	0	-1 421 976
32 - Énergie	3 188 250	3 188 250	2 939 003	2 803 239	-7.82	-12.08	2 939 003	2 798 457	-7.82	-12.23	0	-4 782
- Instrument européen de voisinage et de partenariat (IEVP)	1 672 867 627	1 359 833 000	1 827 993 000	1 364 206 588	9.27	0.32	1 827 993 000	1 361 956 153	9.27	0.16	0	-2 250 435
19 - Relations extérieures	1 672 867 627	1 359 833 000	1 827 993 000	1 364 206 588	9.27	0.32	1 827 993 000	1 361 956 153	9.27	0.16	0	-2 250 435
- Instrument de coopération au développement (ICD)	2 467 932 439	2 061 364 301	2 646 693 240	2 163 900 986	7.24	4.97	2 646 693 240	2 160 387 978	7.24	4.80	0	-3 513 008
07 - Environnement	—	1 000 000	0	238 452		-76.15	0	238 045		-76.20	0	-407
19 - Relations extérieures	1 319 983 500	1 170 439 871	1 381 332 240	1 161 791 671	4.65	-0.74	1 381 332 240	1 159 912 243	4.65	-0.90	0	-1 879 428
21 - Développement et relations avec les États ACP	1 147 948 939	888 924 430	1 265 361 000	1 001 775 482	10.23	12.70	1 265 361 000	1 000 142 472	10.23	12.51	0	-1 633 010
32 - Énergie	—	1 000 000	0	95 381		-90.46	0	95 218		-90.48	0	-163
- Instrument de stabilité	219 559 000	191 405 160	290 188 000	197 904 674	32.17	3.40	290 188 000	197 581 185	32.17	3.23	0	-323 489
19 - Relations extérieures	219 559 000	191 405 160	290 188 000	197 904 674	32.17	3.40	290 188 000	197 581 185	32.17	3.23	0	-323 489
- Aide humanitaire	800 518 000	800 518 000	824 693 000	787 031 526	3.02	-1.68	824 693 000	785 704 871	3.02	-1.85	0	-1 326 655
23 - Aide humanitaire	800 518 000	800 518 000	824 693 000	787 031 526	3.02	-1.68	824 693 000	785 704 871	3.02	-1.85	0	-1 326 655
- Assistance macrofinancière (01 - Affaires économiques et financières)	98 985 000	90 000 000	104 868 567	88 703 977	5.94	-1.44	104 868 567	88 552 647	5.94	-1.61	0	-151 330
- Politique étrangère et de sécurité commune (PESC) (19 - Relations extérieures)	281 541 000	225 650 000	327 374 000	272 857 560	16.28	20.92	327 374 000	272 393 337	16.28	20.71	0	-464 223
- Garanties de la CE aux prêts (01 - Affaires économiques et financières)	93 810 000	93 810 000	138 880 000	138 880 000	48.04	48.04	138 880 000	138 880 000	48.04	48.04	0	0
- Instrument pour les pays industrialisés (IPI) (19 - Relations extérieures)	23 740 000	17 063 000	25 121 000	19 176 124	5.82	12.38	25 121 000	19 143 580	5.82	12.19	0	-32 544
- Démocratie et droits de l'homme (IEDDH) (19 - Relations extérieures)	164 198 200	157 974 000	166 983 000	142 298 257	1.70	-9.92	166 983 000	142 073 702	1.70	-10.07	0	-224 555

Désignation	1		2		2/1		3		3/1		3-2	
	Budget 2010(BR 1 & 2 inclus)		Nouveau PB 2011		Différence (%)		Nouveau PB 2011 Position du Conseil		Différence (%)		Différence (montant)	
	c/a	p/a	c/a	p/a	c/a	p/a	c/a	p/a	c/a	p/a	c/a	p/a
- Instrument de coopération en matière de sûreté nucléaire (19 - Relations extérieures)	70 452 882	61 800 000	75 813 000	68 034 734	7.61	10.09	75 813 000	67 920 830	7.61	9.90	0	-113 904
Instrument pour les pays industrialisés (IPI+)	34 500 000	9 500 000	45 000 000	6 733 872	30.43	-29.12	45 000 000	6 722 384	30.43	-29.24	0	-11 488
- Autres actions et programmes	358 638 322	669 439 322	209 689 570	433 246 923	-41.53	-35.28	209 689 570	432 584 243	-41.53	-35.38	0	-662 680
01 - Affaires économiques et financières	—	—	34 460 570	4 108 997			34 460 570	4 101 987			0	-7 010
05 - Agriculture et développement rural	6 275 322	6 275 322	6 360 000	6 066 207	1.35	-3.33	6 360 000	6 055 858	1.35	-3.50	0	-10 349
07 - Environnement et action pour le climat	5 300 000	6 355 000	4 300 000	4 661 418	-18.87	-26.65	4 300 000	4 656 537	-18.87	-26.73	0	-4 881
14 - Fiscalité et union douanière	2 000 000	2 000 000	2 300 000	1 239 948	15.00	-38.00	2 300 000	1 237 833	15.00	-38.11	0	-2 115
15 - Éducation et culture	9 662 000	6 642 000	9 680 000	7 179 031	0.19	8.09	9 680 000	7 170 895	0.19	7.96	0	-8 136
17 - Santé et protection des consommateurs	400 000	400 000	200 000	190 761	-50.00	-52.31	200 000	190 436	-50.00	-52.39	0	-325
19 - Relations extérieures	65 320 000	82 170 000	39 121 000	50 818 953	-40.11	-38.15	39 121 000	50 768 574	-40.11	-38.22	0	-50 379
20 - Commerce	13 930 000	16 930 000	13 930 000	13 306 384	0.00	-21.40	13 930 000	13 284 416	0.00	-21.53	0	-21 968
21 - Développement et relations avec les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP)	237 501 000	457 726 000	55 838 000	259 680 684	-76.49	-43.27	55 838 000	259 263 505	-76.49	-43.36	0	-417 179
22 - Élargissement	10 250 000	84 941 000	33 500 000	81 679 315	226.83	-3.84	33 500 000	81 545 486	226.83	-4.00	0	-133 829
23 - Aide humanitaire	8 000 000	6 000 000	10 000 000	4 315 225	25.00	-28.08	10 000 000	4 308 716	25.00	-28.19	0	-6 509
- Agences décentralisées	18 282 000	18 282 000	20 350 000	19 850 000	11.31	8.58	20 350 000	19 850 000	11.31	8.58	0	0
15 - Éducation et culture	18 282 000	18 282 000	20 350 000	19 850 000	11.31	8.58	20 350 000	19 850 000	11.31	8.58	0	0
TOTAL RUBRIQUE 4	7 892 124 470	7 538 813 183	8 500 439 377	7 148 979 971	7.71	-5.17	8 500 439 377	7 137 527 520	7.71	-5.32	0	-11 452 451
<i>Marge</i>			<i>-70 439 377</i>				<i>-70 439 377</i>					
- Réserve pour aides d'urgence (40 - Réserves)	248 882 000	248 882 000	253 860 000	100 000 000	2.00	-59.82	253 860 000	100 000 000	2.00	-59.82	0	0
TOTAL GÉNÉRAL RUBRIQUE 4	8 141 006 470	7 787 695 183	8 754 299 377	7 248 979 971	7.53	-6.92	8 754 299 377	7 237 527 520	7.5	-7.06	0	-11 452 451

Désignation	1		2		2/1		3		3/1		3-2	
	Budget 2010(BR 1 & 2 inclus)		Nouveau PB 2011		Différence (%)		Nouveau PB 2011 Position du Conseil		Différence (%)		Différence (montant)	
	c/a	p/a	c/a	p/a	c/a	p/a	c/a	p/a	c/a	p/a	c/a	p/a
RUBRIQUE 5 - ADMINISTRATION												
- Commission (à l'exclusion des pensions)	3 614 143 362	3 613 638 362	3 280 456 795	3 279 261 795	-9.23	-9.25	3 316 358 499	3 315 163 499	-8.24	-8.26	35 901 704	35 901 704
- Pensions (toutes institutions)	1 192 789 000	1 192 789 000	1 233 944 000	1 233 944 000	3.45	3.45	1 261 614 000	1 261 614 000	5.77	5.77	27 670 000	27 670 000
- Écoles européennes	154 212 044	154 212 044	166 462 991	166 462 991	7.94	7.94	166 462 991	166 462 991	7.94	7.94	0	0
Total Commission (y compris pensions) (S3)	4 961 144 406	4 960 639 406	4 680 863 786	4 679 668 786	-5.65	-5.66	4 744 435 490	4 743 240 490	-4.37	-4.38	63 571 704	63 571 704
- Parlement européen (S1)	1 616 760 399	1 616 760 399	1 674 797 277	1 674 797 277	3.59	3.59	1 685 829 393	1 685 829 393	4.27	4.27	11 032 116	11 032 116
- Conseil (S2)	633 552 000	633 552 000	557 678 000	557 678 000	-11.98	-11.98	563 262 600	563 262 600	-11.09	-11.09	5 584 600	5 584 600
- Cour de justice (S4)	329 300 000	329 300 000	337 506 600	337 506 600	2.49	2.49	341 229 998	341 229 998	3.62	3.62	3 723 398	3 723 398
- Cour des comptes (S5)	147 945 731	147 945 731	142 641 336	142 641 336	-3.59	-3.59	144 330 944	144 330 944	-2.44	-2.44	1 689 608	1 689 608
- Comité économique et social (S6)	123 173 749	123 173 749	127 598 437	127 598 437	3.59	3.59	128 573 837	128 573 837	4.38	4.38	975 400	975 400
- Comité des régions (S7)	79 660 950	79 660 950	83 393 584	83 393 584	4.69	4.69	84 080 903	84 080 903	5.55	5.55	687 319	687 319
- Médiateur européen (S8)	9 332 275	9 332 275	9 313 304	9 313 304	-0.20	-0.20	9 427 395	9 427 395	1.02	1.02	114 091	114 091
- Contrôleur européen de la protection des données (S9)	7 104 351	7 104 351	7 506 630	7 506 630	5.66	5.66	7 564 137	7 564 137	6.47	6.47	57 507	57 507
- Service européen pour l'action extérieure (S10)	p.m.	p.m.	460 412 041	460 312 041			464 104 592	464 004 592			3 692 551	3 692 551
Total autres institutions	2 946 829 455	2 946 829 455	3 400 847 209	3 400 747 209	15.41	15.40	3 428 403 799	3 428 303 799	16.34	16.34	27 556 590	27 556 590
TOTAL RUBRIQUE 5	7 907 973 861	7 907 468 861	8 081 710 995	8 080 415 995	2.20	2.19	8 172 839 289	8 171 544 289	3.35	3.34	91 128 294	91 128 294
<i>Marge</i>			<i>334 289 005</i>				<i>243 160 711</i>					
TOTAL GÉNÉRAL	141 484 768 848	122 955 918 526	141 818 270 555	126 527 133 763	0.24	2.90	141 909 398 849	126 527 133 762	0.30	2.90	91 128 294	99 999
<i>Marge</i>			<i>1 982 589 445</i>				<i>1 891 461 151</i>					
Crédits de paiement en % du RNB		1.02 %		1.01 %				1.01 %				